“ Sobriétés ” (2010-2013) : une recherche interdisciplinaire sur l’institutionnalisation de politiques locales de sobriété énergétique

Luc Semal, Mathilde Szuba, Bruno Villalba

▶ **To cite this version:**

Luc Semal, Mathilde Szuba, Bruno Villalba. “ Sobriétés ” (2010-2013) : une recherche interdisciplinaire sur l’institutionnalisation de politiques locales de sobriété énergétique. Natures Sciences Sociétés, 2014, 22 (4 (Octobre-Décembre)), pp.351 - 358. 10.1051/nss/2014053 . hal-01569132

HAL Id: hal-01569132

https://agroparistech.hal.science/hal-01569132

Submitted on 13 Apr 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

edp sciences
L'éditeur partenaire des communautés scientifiques

CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

« SOBRIÉTÉS » (2010-2013) : UNE RECHERCHE INTERDISCIPLINAIRE SUR L'INSTITUTIONNALISATION DE POLITIQUES LOCALES DE SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE

Luc Semal, Mathilde Szuba, Bruno Villalba

EDP Sciences | « Natures Sciences Sociétés »

2014/4 Vol. 22 | pages 351 à 358

ISSN 1240-1307
DOI 10.1051/nss/2014053

Article disponible en ligne à l'adresse :

https://www.cairn.info/revue-natures-sciences-societes-2014-4-page-351.htm

Distribution électronique Cairn.info pour EDP Sciences.
© EDP Sciences. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

© EDP Sciences | Téléchargé le 13/04/2022 sur www.cairn.info par bruno Villalba (IP: 90.45.25.217)

Natures Sciences Sociétés, 22, 351-358 (2014)
© NSS-Dialogues, EDP Sciences 2015
DOI: 10.1051/nss/2014053

Disponible en ligne sur :
www.nss-journal.org

Natures
Sciences
Sociétés

Vie de la recherche

« Sobriétés » (2010-2013) : une recherche interdisciplinaire sur l'institutionnalisation de politiques locales de sobriété énergétique

Luc Semal[1], Mathilde Szuba[2], Bruno Villalba[3]

[1] Politiste, Muséum national d'Histoire naturelle, UMR7204 Cesco, 75005 Paris, France
[2] Sociologue, Université Paris 1-Panthéon-Sorbonne, Cetcopra, 75005 Paris, France
[3] Politiste, AgroParisTech, UMR8026 Ceraps, 59000 Lille, France

Mots-clés :
maîtrise de la demande d'énergie ; transition énergétique ; sobriété ; pic pétrolier ; villes en transition ; institutionnalisation

Résumé – Le programme « Sobriétés » (2010-2013) a initié une réflexion interdisciplinaire sur les perspectives d'institutionnalisation de politiques territoriales de sobriété énergétique en Nord-Pas-de-Calais. Il a contribué à structurer un réseau régional d'acteurs – scientifiques, institutionnels et associatifs – qui tentent d'intégrer à leurs discours et à leurs pratiques une prise en compte effective de l'hypothèse du pic pétrolier global. Cela conduit à analyser les politiques énergétiques régionales, tant dans la perspective de la maîtrise de la demande d'énergie (MDE) que dans celle d'une négociation équitable de l'accès à l'énergie. Dans cette optique, l'option de la sobriété énergétique, entendue comme mécanisme de diminution volontaire et équitable de la consommation énergétique, peut répondre aux tensions sociales et écologiques.

Keywords:
energy demand reduction; energy transition; sobriety; peak oil; transition towns; institutionalisation

Abstract – "Sobriétés" (2010-2013): an interdisciplinary research program on the institutionalisation of local energy sobriety policies. The "Sobriétés" program (2010-2013) initiated an interdisciplinary research work focusing on the potential institutionalisation of local energy "sobriety" policies in Nord-Pas-de-Calais (northern France). It contributed to structuring a network of regional actors – from scientific, NGO's and institutional fields – all involved in a process of integrating the global peak oil hypothesis into their discourses and practices. This process has led to reconsider regional energy policies under a new light, in particular the energy demand reduction programmes and the search for an equitable sharing of energy resources. The energy "sobriety" approach, understood as a voluntary and equitable reduction mechanism for energy consumption, brings forward innovative responses to social and ecological issues.

En 2010, l'Ademe et le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais ont lancé un appel à proposition de recherches sur les conditions de déclinaison et d'appropriation territoriale des objectifs et des outils de maîtrise de la demande d'énergie (MDE) : « Réseaux énergétiques et maîtrise de la demande d'énergie dans un contexte d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques ». Le programme « Sobriétés » (2010-2013) était le seul des projets financés à être intégralement animé par des chercheurs issus des sciences humaines et sociales : science politique, sociologie, socioanthropologie, sciences de gestion[1]. Pour cette équipe, il s'agissait d'accompagner le territoire dans

Auteur correspondant : L. Semal, lsemal@mnhn.fr

[1] http://sobrietes.meshs.fr/. Le comité scientifique du programme « Sobriétés » était constitué de chercheurs issus de l'UMR8026 Ceraps (Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales ; Université Lille 2 et CNRS), de l'UMR8019 Clersé (Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques ; Université Lille 1 et CNRS), du LSMRC (Lille School of Management Research Center ; Université Lille 2) et du Cetcopra (Centre d'études des techniques, des connaissances et des pratiques ; Université Paris 1). Par ordre alphabétique : Hélène Gorge (sciences de gestion, LSMRC), Maud Herbert (sciences de gestion, LSMRC), Caroline Lejeune (science politique, Ceraps), Hélène Melin (socioanthropologie, Clersé), Nil Ozcaglar-Toulouse (sciences de gestion, LSMRC), Isabelle Robert (sciences de gestion, LSMRC), Luc Semal (science politique, Ceraps), Mathilde Szuba (sociologie, Cetcopra), Érika Trinel (socioanthropologie, Clersé) et Bruno Villalba (science politique, Ceraps).

Article publié par EDP Sciences

© EDP Sciences | Téléchargé le 13/04/2022 sur www.cairn.info par bruno Villalba (IP: 90.45.25.217)

une exploration théorique et sociologique de la sobriété énergétique, avec la perspective d'aider à l'institutionnalisation de cette notion comme instrument des politiques régionales de MDE.

Depuis les années 2000, le mot « sobriété » est devenu un élément récurrent des discours sur la MDE, d'abord essentiellement dans les réseaux écologistes militants (Rabhi, 2010), puis également dans les réseaux institutionnels et scientifiques (Bourg et Papaux, 2010 ; Zélem, 2010). Mais ce succès lexical s'est rarement accompagné du travail de clarification sémantique qui aurait permis de donner à la notion de sobriété une existence propre, explicitement distincte. L'indéfinition sémantique a conduit à des usages très extensifs du terme, pouvant aller jusqu'à englober toute mesure d'efficacité énergétique ou de MDE. Même dans le langage institutionnel et politique, la référence à la « sobriété énergétique » devient vers 2010 une figure imposée des discours sur la MDE, mais sans que se construise dans le même temps une culture commune de ce que cette expression peut désigner, ni même des outils institutionnels qui permettraient une appréhension collective de cet enjeu… et surtout, sans qu'en soient vraiment explicitées les conséquences matérielles en termes de conditions d'accès à l'énergie ou de répartition des ressources. L'usage performatif du mot « sobriété », bien qu'il renvoie implicitement à la nécessité d'une approche différente de nos besoins énergétiques, aboutit donc rarement à une reformulation des objectifs de croissance.

En trois années de recherche, le programme « Sobriétés » a contribué à produire un cadre théorique interdisciplinaire permettant de stabiliser la notion de sobriété. Il a accompagné l'appropriation de cette notion par un réseau d'acteurs de la région Nord-Pas-de-Calais, notamment par la confrontation de ces acteurs avec les expériences pilotes menées à Totnes (Royaume-Uni) par le mouvement des *Transition Towns*. Enfin, il a permis d'étudier les limites à l'appropriation institutionnelle de cette notion, difficultés principalement liées à la dilution du sens de la sobriété dans un projet territorial qui reste dominé par un horizon de progrès technique et d'abondance énergétique.

Enjeux et objectifs : retour sur les origines du programme

Quand commençait ce programme de recherche en 2010, l'association Négawatt avait valorisé le triptyque « sobriété – efficacité – renouvelables » comme l'une des clés de lecture des politiques de MDE (Association Négawatt, 2012). Elle avait également produit des scénarios énergétiques nationaux, qui visaient à diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre tout en réduisant drastiquement les consommations énergétiques d'origine fossile ou nucléaire. Toutefois, ces scénarios envisageaient surtout des efforts pour promouvoir l'efficacité énergétique et les renouvelables, tandis que les démarches de sobriété y apparaissaient plus marginales. Ces dernières se révélaient effectivement les plus difficiles à scénariser car, à l'inverse des enjeux essentiellement techniques que soulèvent l'efficacité et les renouvelables, la sobriété interpelle plus directement l'organisation des sociétés modernes en critiquant leur dépendance à l'abondance énergétique. La perspective nettement plus sociopolitique du concept demandait donc un investissement au-delà d'une approche fondée sur les seules sciences de l'ingénieur.

Institutionnellement, diverses politiques publiques nationales avaient été initiées pour mener des efforts en matière d'efficacité énergétique ou de développement des énergies renouvelables. La sobriété, en revanche, ne semblait faire l'objet d'aucun investissement institutionnel coordonné, ni d'une programmation politique cohérente – alors même que le terme était parfois mobilisé. Dans la région Nord-Pas-de-Calais, l'essentiel des efforts de recherche pour la MDE était dédié aux modalités d'invention, de diffusion et de réception sociale de dispositifs techniques contribuant soit à des gains d'efficacité, soit au développement des renouvelables. Dans ce contexte, notre équipe proposait une étude des représentations et des pratiques associées à la notion émergente de sobriété énergétique dans un panel d'associations et d'institutions régionales déjà confrontées aux enjeux de la MDE, et qui seraient potentiellement mobilisables dans la perspective d'une institutionnalisation de politiques locales de sobriété énergétique.

La recherche s'est construite en associant trois types d'acteurs régionaux : 1) des structures associatives impliquées dans l'accompagnement de démarches de sobriété sciemment choisies ; 2) des structures associatives accompagnant des publics en grande précarité, par conséquent déjà confrontés à des situations de sobriété contrainte liées à la précarisation énergétique ; 3) des structures institutionnelles cherchant à initier localement des politiques territoriales de MDE, y compris par le biais d'une action sur les comportements collectifs, et affichant l'ambition de s'inscrire dans une logique d'expérimentation pionnière[2]. Enfin, nous avons travaillé avec la Maison régionale de l'environnement et des solidarités (MRES) et avec l'association Virage-Énergie Nord-Pas-de-Calais sur les outils d'évaluation, les méthodes d'animation et les supports pédagogiques

[2] Les principales structures partenaires étaient les suivantes : Amap de La Madeleine, réseau régional Amap 59-62, À Petits Pas (sobriété choisie) ; Atelier Jeunes et partage, Forum permanent de l'insertion, Magdala (sobriété contrainte) ; mairie de Lille, mairie de Loos-en-Gohelle, conseil régional du Nord-Pas-de-Calais (collectivités locales).

© EDP Sciences | Téléchargé le 13/04/2022 sur www.cairn.info par bruno Villalba (IP: 90.45.25.217)

Tableau. Les trois phases du programme « Sobriétés ».

2011 : approche monographique des acteurs régionaux
Première journée d'étude : « Sobriétés énergétiques : enjeux territoriaux et perspectives politiques », Lille, 19 octobre 2010, coordonnée par Bruno Villalba et Luc Semal.
2012 : confrontation à l'approche des *Transition Towns*
Deuxième journée d'étude : « Territorialisation des démarches de sobriété », Lille, 15 décembre 2011, coordonnée par Luc Semal et Mathilde Szuba.
Troisième journée d'étude : « Sobriété énergétique et inégalités écologiques », Lille, 22 mai 2012, coordonnée par Caroline Lejeune.
Voyage d'étude à Totnes, du 9 au 13 juin 2012.
2013 : perspectives d'institutionnalisation et dispositifs politiques
Quatrième journée d'étude : « Sobriété et normes de consommation », Lille, 21 mars 2013, coordonnée par Hélène Gorge et Nil Ozcaglar-Toulouse.
Cinquième journée d'étude : « Sobriété et politiques de rationnement », Lille, 13 décembre 2013, coordonnée par Mathilde Szuba et Luc Semal.

pouvant contribuer à l'appropriation de cette notion par les acteurs associatifs et politiques du débat régional sur la MDE[3].

Méthode et calendrier

Le programme de recherche incluait trois phases correspondant approximativement aux années 2011, 2012 et 2013. La première phase a été consacrée à l'étude monographique d'une dizaine d'acteurs associatifs et institutionnels du territoire régional qui développaient des discours et des pratiques s'appuyant sur la notion de sobriété, ou qui avaient affiché une ambition en ce sens. La deuxième phase consistait, lors de séminaires et de voyages d'étude, à confronter ces acteurs régionaux aux expérimentations locales menées par le mouvement des *Transition Towns*, de manière à aborder la question de la sobriété avec un autre vocabulaire, avec d'autres méthodes d'animation, et dans un contexte culturel et institutionnel différent. La troisième phase étudiait enfin le potentiel d'institutionnalisation régionale de la notion, en proposant notamment d'accompagner les collectivités locales partenaires dans l'expérimentation de dispositifs politiques incluant la sobriété comme facteur de MDE, mais aussi en cherchant à identifier les limites persistantes à cet effort d'institutionnalisation.

Année 2011 : approche monographique des acteurs régionaux

Les structures sélectionnées avaient exprimé l'ambition de développer une capacité d'action en la matière, et étaient disposées à s'investir pendant trois années dans un processus de recherche-action sur une notion encore émergente. Ces acteurs devenaient de fait des structures relais susceptibles de s'impliquer dans la durée pour devenir des « passeurs » de sobriété. Chacune de ces structures a fait l'objet d'une approche ethnographique procédant par observation participante et par entretiens ciblés, visant à dépasser les discours institués sur la « nécessité » de la sobriété, et à faire préciser aux acteurs les différentes représentations du concept (parfois contradictoires) dont ils étaient les porteurs.

Dans le discours des structures régionales étudiées, nous avons retrouvé à la fois un consensus lexical et une indifférenciation sémantique. La sobriété énergétique apparaissait comme un objectif légitime de l'action collective et publique, mais son contenu sociopolitique demeurait sujet à de multiples interprétations, fortement hétérogènes. Presque toutes les personnes interrogées associaient l'idée de sobriété à une réduction volontaire des consommations énergétiques par évolution des comportements (plutôt que par amélioration des dispositifs techniques), mais sans que soient toujours définis le rythme et l'ampleur des efforts nécessaires, sans que

[3] Parallèlement à ce programme de recherche, dans le cadre d'un programme chercheurs-citoyens, l'association Virage-Énergie Nord-Pas-de-Calais a travaillé à l'élaboration de scénarios chiffrant les économies d'énergie et les réductions d'émissions de gaz à effet de serre que permettrait une politique volontariste de sobriété énergétique dans la région Nord-Pas-de-Calais. Les résultats sont présentés dans un rapport de 2013 intitulé *Scénarios de sobriété énergétique et transformations sociétales*, consultable sur internet : http://www.virage-energie-npdc.org.

© EDP Sciences | Téléchargé le 13/04/2022 sur www.cairn.info par bruno Villalba (IP: 90.45.25.217)

soient établies les procédures de la renégociation, et sans explicitement interroger les implications sociales de cette réduction – en matière de droits, de justice, d'équité, etc. Par ailleurs, il est apparu que la négociation de la réduction de la dépendance énergétique s'accompagnait de modalités de négociation sociale des usages énergétiques : compensation du manque énergétique par une insertion dans des réseaux sociaux, travail d'éducation populaire ou d'actions sociales ciblées, etc. Si ces acteurs exprimaient quelquefois des doutes sur la capacité d'une transformation profonde des rapports sociaux à l'énergie, ils n'ont par contre jamais été réticents au fait de mettre en débat la notion de sobriété.

Année 2012 : confrontation à l'approche des *Transition Towns*

L'année consacrée aux études monographiques a permis à l'équipe scientifique de lier des relations de recherche-action avec plusieurs des partenaires associatifs et institutionnels, et ainsi de constituer un réseau d'acteurs locaux impliqués dans la réflexion collective sur la contribution potentielle de la sobriété à une MDE territoriale. Une fois ce réseau constitué, l'année 2012 pouvait être consacrée à la confrontation des acteurs régionaux à des démarches de sobriété menées dans d'autres contextes territoriaux, avec d'autres vocabulaires et d'autres référentiels théoriques. Cette deuxième phase a été lancée lors de la deuxième journée d'étude, durant laquelle sont intervenus des acteurs associatifs issus ou proches du mouvement britannique des *Transition Towns*. Simone Osborn, experte du pic pétrolier, fortement impliquée dans le réseau des *Transition Towns*, a notamment présenté la méthode et les résultats d'un rapport rédigé à la demande de la municipalité de Bristol (Royaume-Uni), qui évaluait la vulnérabilité de cette métropole à d'éventuelles ruptures d'approvisionnement en énergies fossiles[4]. L'ensemble de cette journée visait à familiariser les acteurs régionaux avec l'approche initiée par ces réseaux britanniques, pour lesquels le contexte du pic pétrolier global est le point de départ matériel d'une réflexion collective sur les implications de la raréfaction de l'énergie pour l'organisation sociale. Puis une troisième journée d'étude a été consacrée aux liens entre sobriété et inégalités écologiques, notamment pour étudier la manière dont la contraction énergétique induite par le pic pétrolier pouvait contribuer à renouveler le regard porté sur l'idée de justice, en particulier du fait des inégalités croissantes dans l'accès à la ressource pétrolière.

Sur cette base, et pendant toute l'année 2012, l'équipe scientifique a accompagné les structures partenaires dans un travail collectif d'évaluation critique des représentations et des pratiques de sobriété existantes sur le territoire régional. L'essentiel du travail s'est appuyé sur les exemples fournis par le réseau britannique des *Transition Towns*, porteur depuis 2005 d'une réflexion sur les implications territoriales de la contraction énergétique et économique qui s'annonce après le pic pétrolier et le pic des ressources (Hopkins, 2010). Nous avons ainsi organisé un séjour d'études à Totnes (Royaume-Uni), berceau du mouvement des *Transition Towns*, pendant lequel onze représentants de notre réseau régional – trois issus de laboratoires scientifiques, quatre de structures associatives, quatre de collectivités locales – ont été formés à des méthodes d'animation politique visant à accompagner l'émergence d'une culture locale de l'après-pétrole. Ils ont notamment bénéficié d'une initiation aux méthodes d'animation de groupes mises en œuvre pour la rédaction collective de plans locaux de descente énergétique, à Totnes et ailleurs. Il s'agissait d'amener notre réseau d'acteurs régionaux à s'interroger sur les cadrages théoriques et les méthodes délibératives qui avaient concrètement permis d'initier la territorialisation d'une démarche de sobriété collective à Totnes, et sur les perspectives de transposition dans un contexte institutionnel et culturel différent : celui de la région Nord-Pas-de-Calais.

Année 2013 : perspectives d'institutionnalisation et dispositifs politiques

La confrontation aux expériences de transition britanniques et aux travaux sur la justice écologique a ainsi permis aux acteurs régionaux d'ébaucher une appréhension commune de la question de la sobriété, inspirée des enjeux liés au pic pétrolier, à la contraction énergétique et à la résilience territoriale. Sur cette base, pour clore le programme de recherche, l'année 2013 devait alors être consacrée à l'évaluation des perspectives régionales d'institutionnalisation de politiques de sobriété énergétique, dans une optique de MDE. En partenariat avec le service « Développement durable » et le service « Risques urbains » de la mairie de Lille, deux étudiantes de l'Institut d'études politiques de Lille ont conduit une étude inspirée du rapport de Bristol sur la vulnérabilité urbaine au pic pétrolier, visant à évaluer la vulnérabilité du CHU lillois aux ruptures d'approvisionnement énergétique durables ou temporaires[5]. Il s'agissait de rendre plus perceptible le rôle joué par d'éventuelles politiques

[4] Osborn, S., 2009. *Building a positive future for Bristol after peak oil*, Bristol City Council, http://transitionbristol.net/wp-content/uploads/2013/03/Peak-Oil-Report_01.pdf.

[5] La principale rédactrice de cette étude, Marie Drique, poursuit désormais ces réflexions sur la sobriété et la contraction énergétique dans le cadre d'une thèse de doctorat menée au Ceraps (Université Lille 2).

© EDP Sciences | Téléchargé le 13/04/2022 sur www.cairn.info par bruno Villalba (IP: 90.45.25.217)

locales de sobriété énergétique pour accroître la résilience territoriale aux chocs énergétiques et pour limiter l'accroissement des inégalités liées aux ressources.

Deux dernières journées d'étude ont complété ces approches en proposant une réflexion sur les méthodes d'animation potentiellement mobilisables par les collectivités territoriales pour institutionnaliser la sobriété comme axe structurant d'une politique locale de MDE. L'une, animée par des chercheures en marketing et en sciences de la gestion du LSMRC, étudiait ainsi l'importance croissante des pratiques de non-consommation comme adaptation des précaires au renchérissement énergétique, faisant apparaître la nécessité d'intégrer cette réalité nouvelle à la définition de politiques locales de MDE. La dernière, enfin, s'intéressait aux politiques de rationnement qui ont autrefois permis à diverses sociétés d'engager en urgence des politiques de sobriété pour s'adapter à une brusque contrainte énergétique, matérielle ou alimentaire. En s'appuyant sur une analyse comparative des cas de Paris, Londres et Berlin pendant la Première guerre mondiale, l'historien Thierry Bonzon a montré comment la mise en œuvre de politiques de rationnement pouvait s'accompagner de procédures délibératives contribuant à une répartition plus équitable et mieux acceptée des efforts de sobriété imposés par le conflit. Puis la sociologue Mathilde Szuba a montré comment cet imaginaire du rationnement pouvait être mobilisé aujourd'hui pour initier une réflexion sur les implications matérielles de la sobriété, en présentant notamment l'adaptation française d'un outil pédagogique conçu par Victoria Johnson et d'autres chercheurs britanniques de la New Economics Foundation : un carnet de rationnement du carbone permettant de percevoir ce que signifierait concrètement, en termes de modes de vie, l'application du Facteur 4 à l'horizon 2050. Cette journée a permis de constater que les politiques de rationnement se révèlent un levier théorique et politique puissant pour mieux envisager une répartition équitable des efforts de sobriété en contexte de contrainte énergétique forte. Elle a ensuite été l'occasion de s'interroger sur les conditions d'un déploiement institutionnel d'une politique de sobriété : mobilisation des dispositifs existant en matière de concertation, de coordination des services administratifs concernés, de liaison avec les opérateurs privés en charge de l'alimentation ou du transport, etc. Enfin, elle a insisté sur l'importance d'une prise en compte des contextes culturels dans lesquels des politiques de rationnement ont été décidées par le passé.

Résultats et bilan critique

Au terme de ce programme de recherche, nous pensons avoir contribué à l'émergence d'une culture territoriale de la sobriété comme instrument de la MDE régionale. Cette culture émergente reste cependant institutionnellement marginale. Elle se trouve confrontée à un imaginaire de la décision publique encore largement empreint d'une vision cornucopienne de l'énergie, de croissance matérielle et d'abondance énergétique. Trois points nous paraissent alors importants à souligner. Premièrement, le pic pétrolier global et le pic des ressources contribuent à dessiner un cadre théorique matérialiste qui donne du sens à la notion de sobriété, et sans lequel cette notion tend souvent à se diluer jusqu'à perdre quasiment toute valeur opérationnelle. Deuxièmement, ce cadre théorique n'a suscité aucune opposition de principe chez nos partenaires régionaux, et semblait au contraire les aider à se projeter vers l'après-pétrole en les incitant à délibérer de ce que pourrait être une répartition équitable des efforts de sobriété en situation de contrainte énergétique durable ou temporaire. Troisièmement, enfin, le principal obstacle à l'institutionnalisation d'une politique locale de sobriété énergétique semble être la réticence des acteurs institutionnels eux-mêmes à endosser ce cadre théorique, ce qui nécessiterait un portage politique cohérent et volontariste au-delà du simple discours, allant jusqu'à en assumer les conséquences matérielles : une renégociation radicale de notre rapport collectif à l'énergie, en rupture avec l'imaginaire d'abondance, de confort et de disponibilité énergétique qui domine aujourd'hui encore le projet démocratique moderne.

L'affirmation d'un cadre théorique matérialiste

La confrontation des acteurs régionaux aux expériences menées par le mouvement des *Transition Towns* a mis en évidence l'importance d'un cadrage théorique préalable pour espérer initier une politique locale de sobriété. C'est notamment la perspective du pic pétrolier global, et à plus long terme du pic des ressources, qui donne ici un sens à la notion, et qui justifie donc que les acteurs s'emparent de cette question. Le pic pétrolier ne doit cependant pas être réduit à une date, et mérite plutôt d'être compris comme un processus, déjà en cours, de renchérissement énergétique présentant un fort potentiel de déstabilisation économique. Ce processus a déjà pour conséquence un accroissement de la précarité énergétique, qui peut être compris comme une répartition inéquitable des efforts de sobriété : le basculement de populations parmi les plus fragiles dans une situation de sobriété purement contrainte, sans possibilité de négociation sociale. Même s'il rend économiquement rentable l'exploitation de nouvelles sources d'hydrocarbures, ce renchérissement exclut ainsi une part croissante de la société pour laquelle l'énergie devient de plus en plus inaccessible. De plus, avec le pic pétrolier et le déclin du taux de rendement énergétique des forages se pose aussi la question, à terme, de la raréfaction de l'énergie effectivement disponible. C'est donc l'affirmation préalable

© EDP Sciences | Téléchargé le 13/04/2022 sur www.cairn.info par bruno Villalba (IP: 90.45.25.217)

d'une finitude matérielle, la finitude énergétique, qui a motivé la participation des acteurs à ces réflexions et ces pratiques expérimentales liées à la sobriété.

Pour saisir l'importance de ce cadre théorique initial, nous avons procédé à une lecture des travaux précurseurs de la *green political theory*, un courant théorique qui définit l'idée de finitude comme l'un des traits caractéristiques de la pensée écologiste (Dobson, 2007 ; Dobson *et al.*, 2014). L'idée de finitude implique l'existence de limites à la croissance, tant économique qu'énergétique, contredisant l'idée selon laquelle les progrès techniques permettront de perpétuellement repousser la matérialisation de ces limites. La *green political theory* s'appuie sur cette idée de finitude, déjà largement théorisée dans d'autres champs disciplinaires tels que l'économie écologique, pour étudier les soubassements matériels du projet politique de la démocratie libérale contemporaine. En matière de MDE, la priorité donnée actuellement aux politiques en faveur de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables entretient l'idée que des aménagements essentiellement techniques permettront de remettre à plus tard la renégociation – potentiellement douloureuse – de notre rapport collectif à l'énergie. La prépondérance des approches techniques de la MDE entretient ainsi un imaginaire de la disponibilité énergétique, virtuellement infinie, dans lequel l'idée de sobriété ne peut guère avoir de sens collectif. Au mieux, elle se trouve mobilisée dans les discours comme un appel à la modération raisonnable reprenant la rhétorique des « petits gestes » (dont le succès des théories du changement par les *nudges* serait le dernier avatar).

Sur le plan théorique, notre programme de recherche a ainsi permis d'initier un travail d'animation scientifique internationale sur la *green political theory*, qui entend contribuer au renouvellement des cadres épistémologiques de la science politique francophone pour une meilleure appréhension des enjeux écologiques contemporains[6]. Le cadrage interdisciplinaire du programme « Sobriétés » a également permis de nouer un dialogue scientifique avec des communautés théoriques voisines, notamment celles de la sociologie environnementale, de l'éthique environnementale ou de l'économie écologique, qui tentent également d'intégrer la dimension matérielle des contraintes écologiques dans leurs postulats épistémologiques.

[6] Avec notamment l'animation d'ateliers lors du congrès de l'Association française de science politique (AFSP) à Paris en juillet 2013, et lors de la conférence générale de l'European consortium for political research (ECPR) à Bordeaux en septembre 2013. Cet effort s'inscrit dans un contexte plus général de questionnement des sciences humaines et sociales à la lumière des enjeux environnementaux, dont la thématique des humanités environnementales est l'une des dernières manifestations en date. Voir http://humanitesenvironnementales.fr/.

La sobriété comme négociation de la répartition équitable des efforts énergétiques

Confrontées à cette approche matérialiste de la question énergétique, les associations et les institutions régionales avec lesquelles nous travaillions n'ont manifesté aucune opposition de principe. Certes, même au terme de ce programme, les représentations et les pratiques de la sobriété sur le territoire régional apparaissent encore très hétérogènes, au point qu'il n'existe aucune perception commune de ce que serait une « société sobre » dans l'absolu. Mais les acteurs régionaux semblent davantage partager une représentation commune des trajectoires de sobriété, entendues comme un processus sociopolitique de négociation et de coordination visant à instituer un partage équitable des efforts de réduction des consommations d'énergie, par une mise en délibération de la stratégie d'adaptation territoriale, équitable et maîtrisée, au contexte de contraction matérielle liée au pic pétrolier.

La notion d'adaptation revêt une importance centrale. Traditionnellement, les discours sur la sobriété énergétique tendent à la définir comme un effort essentiellement volontaire de réduction des consommations énergétiques au moyen de changements sociaux – en l'opposant souvent à une sobriété qui serait purement contrainte, celle des populations pauvres. Mais nos conclusions font ressortir l'ambiguïté du caractère « volontaire » des démarches de sobriété, les acteurs étudiés adoptant plutôt une rhétorique de l'adaptation à des contraintes présumées croissantes : contrainte économique (hausse des prix et précarité énergétique), contrainte matérielle (perspective d'une réduction des quantités d'énergie disponibles, voire de pénuries) et contrainte sociale (risque de tensions sociales insoutenables en l'absence de négociation des efforts de réduction de la consommation énergétique). Cela invite à dépasser les discours normatifs qui distinguent d'habitude la « bonne » sobriété (nécessairement choisie) de la « mauvaise » sobriété (nécessairement subie), pour considérer plutôt le caractère ambivalent de cette notion. La sobriété pourrait alors être définie comme un processus volontaire de négociation sociale pour réduire les consommations d'énergie, mais qui ne saurait cependant être compris indépendamment du contexte global subi de contraction énergétique et économique qui s'impose aux acteurs. Par conséquent, ce processus ne peut avoir de sens que s'il s'accompagne d'une réflexion proprement politique sur les conditions d'un partage équitable de la ressource énergétique.

La mise à l'agenda de la sobriété énergétique pourrait alors être l'occasion d'initier une négociation pour une répartition plus équitable des efforts de réduction des consommations énergétiques sur le territoire régional. En ce sens, la sobriété est une méthode collective de

© EDP Sciences | Téléchargé le 13/04/2022 sur www.cairn.info par bruno Villalba (IP: 90.45.25.217)

négociation de la contrainte matérielle dans un contexte de finitude énergétique. Alors que les approches privilégiant l'efficacité et les renouvelables tendent à techniciser et à dépolitiser les enjeux énergétiques, l'institutionnalisation de la sobriété comme axe structurant des politiques de MDE permettrait de redynamiser les débats démocratiques sur la transition énergétique, au niveau régional comme au niveau national[7]. Cela contribuerait également à réintégrer l'enjeu énergétique dans les réflexions plus générales sur les outils politiques et économiques visant à instituer des sociétés post-croissance (Jackson, 2010 ; Gadrey, 2010).

Contradictions politiques et limites à l'institutionnalisation

Durant la période 2010-2013, la mise à l'agenda de la sobriété énergétique aurait pu être facilitée par l'institutionnalisation nationale et régionale des objectifs politiques de transition énergétique. Mais cette institutionnalisation a cependant privilégié les approches les plus conformes aux objectifs « croissancistes », notamment l'efficacité et les renouvelables, sans réelle remise en cause des objectifs de croissance et de disponibilité énergétique. Au niveau régional, l'effort de recherche porté sur la sobriété a été parasité par la mise à l'agenda de la notion de « troisième révolution industrielle » (TRI) sous l'impulsion du prospectiviste états-unien Jeremy Rifkin (2012). L'imaginaire de la TRI demeurant technicien et industrialiste, il coexiste difficilement avec l'imaginaire de la finitude et du délai qui donne sens à la notion de sobriété (Villalba, 2010). Ainsi, bien que le terme soit ponctuellement mobilisé dans le discours institutionnel sur la TRI, il n'en constitue pas un axe structurant. Au contraire, ce discours persiste à envisager l'existence de solutions techniques (efficacité et renouvelables) qui permettraient une adaptation indolore à la finitude, sans questionnement significatif du confort énergétique. L'institutionnalisation de la sobriété comme axe structurant d'une politique locale de MDE semble donc, à nouveau, remise à plus tard.

Avec cette prépondérance renouvelée des solutions techniques, les politiques de MDE restent appréhendées par les acteurs institutionnels comme un effort essentiellement proactif de réduction des consommations d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre. Mais les conclusions du programme « Sobriétés » invitent cependant à questionner cette problématisation implicite, en mettant en lumière l'existence d'une approche plus adaptative de la MDE dans un contexte de pic pétrolier global. Les travaux portant sur la vulnérabilité de Bristol aux chocs énergétiques, ou sur les politiques de rationnement décidées en temps de crise, témoignent de l'importance des efforts de sobriété qui peuvent être socialement négociés lorsqu'une contrainte matérielle l'impose, selon ce qui pourrait être défini comme une « MDE de crise ». Cela nous conduit à recommander la poursuite des recherches scientifiques sur les divers scénarios de contraction énergétique – plus ou moins brusques, et plus ou moins durables – au cours desquels des politiques locales de sobriété énergétique pourraient contribuer à une amplification en urgence de la MDE territoriale. La question n'est pas tant de savoir si les institutions devront gérer les conséquences matérielles de la finitude énergétique, mais plutôt d'anticiper comment pourra se négocier la répartition des efforts de sobriété quand la concrétisation de cette finitude ne permettra plus aux décideurs de temporiser. À ce jour, les institutions du Nord-Pas-de-Calais n'ont pas fait de la sobriété énergétique un axe structurant de leurs politiques régionales de MDE, mais continuent à soutenir cette réflexion de manière externalisée. Ce programme de recherche se termine, mais il sera probablement prolongé par un exercice de scénarisation mené avec l'association Virage-Énergie Nord-Pas-de-Calais, dans lequel les politiques de sobriété seront conçues comme des instruments de résilience mobilisables en situation de contraction énergétique significative.

[7] Sur le potentiel délibératif de l'institutionnalisation d'une finitude énergétique, voir également les travaux sur la citoyenneté environnementale (Dobson et Bell, 2005), sur le catastrophisme (Semal, 2012) et sur les politiques de rationnement (Szuba, 2014).

Remerciements

Nous remercions vivement l'ensemble du comité scientifique du programme « Sobriétés » pour ses relectures attentives. Nous remercions aussi chaleureusement Olivier Petit, Florence Daniel et Andrew Dobson pour leurs conseils et leurs encouragements.

Références

Association Négawatt, 2012. *Manifeste Négawatt. Réussir la transition énergétique*, Arles, Actes Sud.

Bourg, D., Papaux, A. (Eds), 2010. *Vers une société sobre et désirable*, Paris, Presses universitaires de France.

Dobson, A., 2007 [1ère ed. : 1990]. *Green political thought*, London-New York, Routledge.

Dobson, A., Bell, D. (Eds), 2005. *Environmental citizenship*, Cambridge-London, MIT Press.

Dobson, A., Semal, S., Szuba, M., Petit, O., 2014. Andrew Dobson: trajectories of green political theory, *Natures Sciences Sociétés*, 22, 2, 132-141.

Gadrey, J., 2010. *Adieu à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire*, Paris, Les Petits matins-Alternatives économiques.

© EDP Sciences | Téléchargé le 13/04/2022 sur www.cairn.info par bruno Villalba (IP: 90.45.25.217)

Hopkins, R., 2010. *Manuel de transition. De la dépendance au pétrole à la résilience locale*, Montréal, Écosociété ; traduit de *The transition handbook: From oil dependency to local resilience*, Chelsea Green Publishing, 2008.

Jackson, T., 2010. *Prospérité sans croissance. La transition vers une économie durable*, Bruxelles, Etopia-De Boeck ; traduit de *Prosperity without growth: Economics for a finite planet*, Routledge, 2009.

Rabhi, P., 2010. *Vers la sobriété heureuse*, Arles, Actes Sud.

Rifkin, J., 2012. *La troisième révolution industrielle. Comment le pouvoir latéral va transformer l'énergie, l'économie et le monde*, Paris, Les Liens qui Libèrent ; traduit de *The third industrial revolution: How lateral power is transforming energy, the economy, and the world*, Palgrave Macmillan, 2011.

Semal, L., 2012. *Militer à l'ombre des catastrophes. Contribution à une théorie politique environnementale au prisme des mobilisations de la décroissance et de la transition*. Thèse de doctorat en Science politique, Université de Lille 2.

Szuba, M., 2014. *Gouverner dans un monde fini. Des limites globales au rationnement individuel, sociologie environnementale du projet britannique de politique de carte carbone (1996-2010)*. Thèse de doctorat en Sociologie, Université Paris 1-Panthéon-Sorbonne.

Villalba, B., 2010. L'écologie politique face au délai et à la contraction démocratique, *Écologie & Politique*, 40, 95-113.

Zélem, M.-C., 2010. *Politiques de maîtrise de la demande d'énergie et résistances au changement. Une socio-anthropologie*, Paris, L'Harmattan.

© EDP Sciences | Téléchargé le 13/04/2022 sur www.cairn.info par bruno Villalba (IP: 90.45.25.217)